

Policy Paper Neighborhoods
Summary of the event of 2 Feb

EGMONT 2021

« Quid de l'après Covid-19 pour la relation entre l'UE et ses voisinages : compagnonnage renouvelé ou proximité distanciée face aux défis communs ? »

Telle est la question difficile à laquelle s'est consacrée le 2 février dernier, la conférence que l'Institut d'études européennes de l'université Saint Louis de Bruxelles organise depuis déjà treize années sur les relations entre l'UE et les pays inclus dans sa politique de voisinage, plus connue sous le sigle « PEV ».

Cela tout à la fois en continuité avec le thème de la conférence précédente « La perte d'influence de l'Union Européenne dans ses voisinages : Quelles conséquences et quels remèdes ? » car la question continue de se poser , et en rupture car deux faits majeurs intervenus entretemps , la pandémie du Covid-19 d'un côté, et la volonté de « capacité géopolitique » affichée par l'UE au plus haut niveau de l'autre côté, pouvaient, peut-être, « modifier les termes de l'équation ».

Trois thématiques constituant autant de défis communs avaient été retenues : celui des conflits qui sur tout le pourtour des voisinages continuent de sévir (ou même venaient d'éclater : Nagorny Karabakh) et qui compromettent sérieusement la sécurité et les valeurs communes ; celui de la transition énergétique découlant, pour tous, de la nécessaire lutte contre le changement climatique et de ses conséquences prévisibles (et, déjà, visibles) ; celui enfin de la numérisation des économies (et des sociétés) qui induit des considérations allant bien au-delà des seuls aspects de compétitivité (cybersécurité ; protection des libertés individuelles et de la démocratie...).

Ces trois défis majeurs portent sur ce qu'un des intervenants a justement qualifié de véritables « biens communs » à l'Union européenne et à ses voisins.

Le constat fait l'an dernier « de multiples conflits se déroulent aux frontières de l'UE mais l'absence et la faiblesse d'une présence européenne dans ces conflits, et pour les résoudre sont frappantes... », « l'UE laisse la place aux voisins des voisins qui prennent un rôle prédominant face à ce vide de pouvoir... » reste hélas valable...avec cependant trois enseignements d'importance apportés à propos de chacun des trois conflits étudiés.

Au Nagorny Karabakh, une leçon de réalisme politique et militaire : l'UE n'était ni attendue, ni souhaitée, ni capable malgré la présence de la France dans le groupe de Minsk aux côtés des Etats-Unis et de la Russie dans le groupe de Minsk... Ce sont deux « voisins des voisins », en l'occurrence Moscou et Ankara qui ont joué un rôle central soit (indirectement via les armements) sur le terrain, soit directement dans l'obtention et la négociation d'un cessez le feu...qu'il faudra maintenant transformer en paix durable...

En Libye une leçon de cohérence : alors que deux camps s'affrontent toujours militairement dans ce pays, l'un soutenu par Moscou et l'autre par Ankara, l'UE ne parvient en fait ni à définir et suivre une « position commune » entre ces deux parties, ni à donner à ses opérations de contrôle des frontières maritimes une efficacité suffisante .

Face à la Turquie du président Erdogan et à ses actions de prospection illégales en Méditerranée orientale une leçon de fermeté et de crédibilité : avant de se réjouir des changements de posture et de discours observés récemment du côté d'Ankara il conviendra de bien évaluer s'il s'agit de « mouvements tactiques » (favorisés de plus par l'arrivée d'une nouvelle administration à Washington) ou bien d'une véritable réorientation de toute une stratégie qui bien au-delà de la recherche d'hydrocarbures met ce pays (pourtant candidat officiel et bénéficiaire d'une union douanière avec l'UE) en contradiction avec les valeurs et intérêts de l'Union .

Courir trop hâtivement derrière un « agenda positif » serait sans doute une erreur.

La transition énergétique et la lutte contre le changement climatique dans les pays voisins sont reconnus comme un enjeu majeur de notre action diplomatique dans le prolongement logique du « Green Deal » adopté il y a plus d'un an.

Les exemples choisis lors de la conférence (Egypte – plus vaste parc solaire au monde- et Caucase du Sud – valorisation des ressources en hydrocarbures de la mer caspienne-) ont montré à l'envi l'importance du champ d'action possible et de ses retombées potentielles par seulement en termes énergétiques (y inclus les solutions d'avenir comme la production d'hydrogène) mais aussi en termes de pacification et stabilisation de toute la région à travers la mobilisation de

nouveaux vecteurs de coopération mutuellement bénéfique (par exemple pour résoudre le problème de l'eau pour l'Égypte et les pays riverains du Nil).

Par son histoire même et par le haut niveau de ses compétences techniques l'UE serait ainsi bien placée pour s'impliquer de façon plus résolue et plus ambitieuse dans des « chantiers diplomatiques/énergétiques/climatologiques » qui concernent de très nombreux pays de ses voisinages (ainsi qu'elle-même indirectement).

Le « chantier numérisation de l'économie et de la société » appelle aussi un travail commun intensifié entre l'UE et les pays voisins comme l'ont bien montré les présentations faites à propos 1) des Balkans – promotion de l'intégration régionale- et 2) de la Tunisie, dotée d'un plan stratégique en la matière et qui, en coopération avec l'Europe – universités, centres de recherche, entreprises...- a le potentiel pour se situer au cœur d'un « espace d'innovation » faisant le pont avec d'une part les pays du Maghreb et d'autre part le continent africain (en particulier l'Afrique subsaharienne).

Au total donc l'identification d' un très vaste espace d'opportunités pour un « compagnonnage renouvelé » agissant de façon efficace et novatrice sur de véritables enjeux communs...à condition toutefois de savoir transformer ces potentialités en actions et programmes concrets et, pour cela, de modifier profondément le « référentiel » et les modes d'action d'une politique européenne de voisinage (la PEV) conçue à une autre époque et sur la base de conceptions largement erronées.

Faute de quoi, ces même enjeux communs seront, pour d'autres, les puissants « voisins des voisins » autant d'occasions de donner substance de facto à une « proximité – de plus en plus- distanciée » .

Il y a là un véritable défi « géopolitique » que l'UE se doit de relever...avec cependant les atouts qui sont les siens...